

# Appel à manifestation d'intérêt – Evaluation à mi-parcours

## Consultant externe et indépendant

**Objectif : *Evaluation à mi-parcours*** pour le projet « Sécurité alimentaire et résilience renforcée pour les communautés vulnérables touchées par le séisme dans les Nippes, en Haïti »

**Lieu d'affectation :** Les communes Asile, Petit-Trou des Nippes et Baradères (dans le département les Nippes) en Haïti.

**Période de la mission :** Juin- juillet

### Contexte et justification

Haïti est l'un des pays les plus pauvres et les plus fragiles de l'hémisphère occidental. Selon l'indice de développement humain (IDH) du PNUD, Haïti est classé 163e sur un total de 191 pays (IDH 2021/2022). L'indice de la faim dans le monde (WHI) 2022 classe Haïti à la 116<sup>ème</sup> place sur 121 pays. En 2019, Haïti occupait la troisième place de l'indice de risque climatique à long terme, ce qui en fait l'un des pays les plus menacés par les phénomènes météorologiques extrêmes. L'instabilité politique, la détérioration des conditions de sécurité et aux inégalités socio-économiques, a augmenté dans les années passées Haïti la grave insécurité alimentaire. Selon la classification Integrated Food Security Phase (IPC) au niveau national d'octobre 2022, 48% de la population a besoin d'une intervention urgente. Cela se confirme pour la région des Nippes, où 15% de la population analysée (48.358 personnes) sont classés en phase 4 de l'IPC (urgence) et 32% (105.597 personnes) en phase 3 (crise), soit un total de 47% de la population du département nécessitant des mesures de soutien urgentes. Cette situation est due à plusieurs facteurs clés : les mauvaises récoltes agricoles, les pertes économiques dues à la violence des bandes armées, l'inflation, l'impact des séismes de 2021<sup>1</sup> et 2022<sup>2</sup>, la détérioration des conditions de sécurité et la vulnérabilité structurelle. La situation socio-politique et, en conséquence, le niveau de sécurité publique et des conditions humanitaires en Haïti, se sont considérablement détériorées depuis 2021, avec une violence croissante de la part des groupes armés, des conflits généralisés et une situation politique déstabilisée. Dans l'ensemble, la situation dans le département des Nippes est toutefois relativement stable.

Dans ce contexte, Malteser International met en œuvre un projet de sécurité alimentaire d'une durée de trois ans (de décembre 2023 à novembre 2026) pour renforcer la résilience des communautés qui ont été touchées par le séisme dans les Nippes de l'année 2021 avec le financement du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ). Le projet vise à réduire la vulnérabilité des ménages menacés par les crises alimentaires et les effets du changement climatique dans les communes L'Asile, Petit-Trou des Nippes et Baradères grâce au renforcement de leurs capacités de production et de leurs

---

<sup>1</sup> Le séisme de magnitude 7,2 du 14 août 2021, dont l'épicentre était situé à 13 km au sud-est du Petit Trou de Nippes, a été ressenti dans toute la région, détruisant des maisons et provoquant le déplacement de milliers de familles.

<sup>2</sup> Deux tremblements de terre de magnitude 5,3 et 5,1, survenus le lundi 24 janvier 2022 et dont les épicentres étaient situés près d'Anse à Veau et de Miragoane, ont eu un impact moindre mais ont également causé des dégâts matériels importants.

connaissances en matière de nutrition, à l'application de bonnes pratiques agricoles et à des stratégies de marketing.

Les principales activités mises en œuvre par le projet sont :

- L'amélioration de l'accès et de la disponibilité des aliments par le renforcement des capacités de production locales et l'adoption de pratiques agricoles durables.
- L'amélioration de l'utilisation des aliments en appliquant les bonnes pratiques en matière de nutrition, de santé et d'hygiène alimentaire.
- L'amélioration de la valeur ajoutée des produits agricoles par un soutien au stockage et à la transformation.
- Le renforcement des capacités des organisations partenaires et des acteurs locaux (CBO).
- Le renforcement du rôle des femmes et une répartition plus équitable des responsabilités au sein du ménage dans les questions de sécurité alimentaire.

Dans le cadre du déroulement de ce projet et afin de tirer les leçons apprises pour les intégrer dans les activités pendant la deuxième moitié du projet, une évaluation externe à mi-parcours de l'implémentation et de l'impact de celui-ci est prévue. Ces termes de référence définissent les détails de la mission et la structure du rapport d'évaluation à produire.

## I. Objet

Le consultant externe chargé de l'évaluation à mi-parcours doit évaluer et examiner la mise en œuvre du projet afin de fournir une opinion sur les mesures et l'impact du projet à soumettre au Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ). Les objectifs généraux de cette évaluation, conformément aux critères d'évaluation OCDE-DAC, sont les suivants :

- Fournir un examen complet de toutes les activités, de tous les résultats clés, de l'impact et de la durabilité du projet
- Fournir des recommandations spécifiques pour une poursuite réussie et, si nécessaire, en adaptant des activités
- Résumer les leçons apprises pour une intégration rapide dans le déroulement du projet afin d'atteindre les objectifs

## II. Cadre de la mission

Plus précisément, le consultant évaluera la mise en œuvre du projet en termes de :

- Impact et durabilité des mesures mises en œuvre, pertinence contextuelle, efficience budgétaire du projet proposé, proposition de recommandations et de leçons apprises ;
- Les points énumérés dans la structure du rapport indiquée au point V. *Livrables* du présent document.

On s'attend à ce que le consultant applique, au minimum, les méthodes suivantes pour son travail :

- **Examen des documents** fournis par Malteser International et AHAAMES ;
- **Discussions** avec le personnel clé de Malteser International et AHAAMES impliqué dans la conception, y compris le coordinateur du programme et le personnel du programme ;
- **Ateliers d'examen des projets** avec le personnel clé de Malteser International et les représentants d'organisation partenaire AHAAMES ;
- **Groupes de discussion** avec des parties prenantes sélectionnées dans les 3 communes (autorités locales, les membres des OCB, les groupes cibles bénéficiaires comme les agriculteurs et agricultrices, les femmes, les membres d'AVEC, etc.).

### III. Livrables

On s'attend à ce que le consultant produise les livrables suivants **en français, soumis électroniquement à Malteser International avant le 25 juillet 2025** (si la situation en matière de sécurité le permet) :

- A. Preuve de l'examen de la documentation ;
- B. Données collectées (par exemple, documentation des réunions avec les partenaires, les parties prenantes, les bénéficiaires, etc.) ;
- C. Réponses aux questions axées sur des mesures spécifiques
- D. Une présentation Power Point de débriefing réalisée online afin de présenter un résumé des principales conclusions et recommandations ;
- E. Rapport d'évaluation finale (version préliminaire et version finale) comme suit (max. 20 pages) :

---

Table des matières (listes de cartes/graphiques/tableaux, acronymes, etc.)

Résumé (contexte, principales constatations et conclusions, Recommandations (clés) et conclusions générales/enseignements tirés)

#### 1. Introduction

- 1.1 Objet de l'évaluation (Brève description du projet et de la mesure de développement mis en œuvre)
- 1.2 Contexte et objectif de l'évaluation (y compris but de l'évaluation et questions centrales de l'évaluation)
- 1.3 Description de la mission d'évaluation (calendrier, portée de l'évaluation en termes de géographie et de secteurs, procédure d'évaluation, composition et indépendance de l'équipe d'évaluation, participation des partenaires et des groupes cibles à l'évaluation, facteurs externes et leur incidence sur le processus d'évaluation)

#### 2. Méthodologie de l'évaluation

- 2.1 Méthodologie (méthodes/instruments, considérations de sécurité, partenaires rencontrés)
- 2.2 Adéquation et limites méthodologiques

#### 3. Cadre de référence

- *Conditions générales, problèmes et potentiels au début de la mesure de développement et changements importants en cours de route*
- *Présence et activités d'autres acteurs*
- *Risques pour la réussite de l'action de développement*

#### 4. Développement des performances de l'organisme d'exécution du projet et de ses partenaires

- *Qualification du personnel*
- *Autres changements au sein de l'organisme d'exécution du projet et des partenaires de mise en œuvre*

#### 5. Impact prévu sur le développement

##### 5.1 Pertinence

- *Conformité de l'objectif avec les besoins des groupes cibles et avec les objectifs du donateur, de la subvention/l'agence d'exécution du projet, des partenaires de mise en œuvre et, le cas échéant, du pays.*
- *Pertinence de l'orientation et de la conception de base en matière de développement*

##### 5.2 Efficacité

- *Qualité de la planification de la mesure de développement*
- *Qualité du système cible et des indicateurs*
- *Qualité de la mise en œuvre de la mesure de développement*
- *Motivation, appropriation et légitimité de l'agence d'exécution du projet*
- *Qualité du contrôle de la mesure de développement*
- *Réalisation de l'objectif*

*Autres effets (éventuellement négatifs) au niveau des résultats et des impacts directs*

##### 5.3 Efficience

Malteser International – Évaluation à mi-parcours du projet « Sécurité alimentaire et résilience renforcée pour les communautés vulnérables touchées par le séisme dans les Nippes, en Haïti » - avril 25

- *Rapport entre les coûts et les bénéficiaires (minimum : présentation détaillée des coûts).*

#### 5.4 Impacts global sur le développement

- *Réalisation des objectifs généraux de la politique de développement*
- *Caractère du modèle, formation de la structure et impact général*
- *Autres effets (éventuellement négatifs) au niveau des impacts supérieurs*

#### 5.5 Durabilité

- *Permanence des effets positifs (après la fin du soutien), y compris en ce qui concerne l'évolution de l'environnement*
- *Risques et potentiels d'efficacité durable au niveau de l'organisation et du groupe cible*

#### 6. Questions transversales

- *Questions transversales relatives au développement (genre, inclusion...)*
- *Contribution aux objectifs organisationnels de l'agence d'exécution du projet, le cas échéant*

#### 7. Conclusions et recommandations

##### 7.1 Conclusions

##### 7.2 Recommandations (le cas échéant)

##### 7.3 Conclusions générales / enseignements tirés)

Annexes :

Termes de référence

Composition et indépendance de l'équipe d'évaluation

Matrice d'évaluation

Processus et calendrier de l'évaluation

Liste des personnes interrogées/participantes

Référence de la source

Questionnaires et autres instruments de collecte de données/d'informations

Procès-verbal de la réunion finale sur place

Système ciblé et indicateurs de la mesure du développement

Autre si nécessaire

---

#### **Questions axées sur des mesures spécifiques**

- **Lors de l'examen, veuillez mettre l'accent sur l'évaluation des effets et de la durabilité réelle de ces mesures, svp. :**
  - **Renforcement des organisations locales :** Pour assurer la durabilité du projet, il était prévu d'accompagner et de renforcer 10 organisations communautaires de bases (OCB). Ces OCB aident à sélectionner les bénéficiaires pauvres et vulnérables, à mettre en œuvre les activités du projet et à gérer les résultats du projet après la fin des activités. Les bénéficiaires qui ne sont pas encore intégrés dans une structure organisationnelle sont encouragés à participer à un développement communautaire à plus long terme, à apporter leur savoir-faire en conséquence aux OCB et à assurer la continuité des actions menées.
  - **La mise en œuvre de l'approche de transformation de genres.**
  - **Les enseignements tirés des projets précédents (des projets P5005 et P5465, mentionnées dans la proposition de projet).**

#### **IV. Diffusion des résultats et conclusions**

Les conclusions et recommandations de l'évaluation seront partagées avec les parties prenantes intéressées, à la discrétion de l'équipe dirigeante de Malteser International Haiti. Le rapport final et les données collectées seront la propriété de Malteser International.

Si certaines sections sont jugées utiles pour la communauté humanitaire au sens large, à travers les leçons apprises identifiées notamment, Malteser International se réserve le droit de créer un rapport séparé, incluant des extraits du rapport d'évaluation, pour communication plus large. Lors de la présentation des résultats provisoires, Malteser International pourra demander à l'équipe d'évaluation de bien vouloir produire un tel rapport (synthétique), en plus du rapport final.

#### **V. Considérations éthiques**

L'équipe d'étude fera clairement savoir à toutes les parties prenantes qu'ils n'ont aucune obligation à participer à l'évaluation. Tous les participants devront être assurés qu'il n'y aura aucune conséquence négative à leur participation à l'évaluation. L'équipe d'évaluation obtiendra le consentement de chaque participant. L'équipe s'assurera d'obtenir la permission des parties prenantes avant de prendre et d'utiliser des photos ou autres visuels. L'équipe d'évaluation préservera l'anonymat des participants qui le requerront et la confidentialité des informations désignées comme telles par Malteser International. L'équipe d'évaluation emploiera à cet effet toutes les mesures de protection des données appropriées.

#### **VI. Profil du consultant**

Pour les besoins de cette évaluation, Malteser International encourage les consultant(e)s ou firme(s) nationaux ou internationaux. Le profil du consultant principal doit répondre aux critères ci-dessous :

- Diplôme universitaire de niveau Master dans un domaine pertinent en lien avec le projet à analyser, de préférence une maîtrise en sciences ;
- Expérience dans l'élaboration d'évaluations externes pour des projets de développement, de préférence dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- Au moins 5 années d'expérience dans la coordination, la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de programmes de développement
- Expérience de travail avec des organisations non gouvernementales (locales et internationales) ;
- Connaissance des débats actuels et des normes de qualité des programmes communautaires de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans des environnements sous-développés et complexes ;
- Connaissance et application des techniques d'enquête et de récolte de données ;
- Capacités communicationnelles et expérience dans la facilitation d'ateliers ; capacité à collaborer et se coordonner avec de multiples parties prenantes
- Excellentes capacités d'analyse et de rédaction de rapports
- Maîtrise du français et de l'anglais (parlé/écrit) ;
- Compréhension de la langue créole indispensable ;
- Capacité à travailler de manière autonome, dans des délais courts, à s'organiser efficacement dans le contexte du pays, à communiquer et à coopérer efficacement avec des partenaires ayant différents styles de fonctionnement ;
- Indépendance par rapport aux parties prenantes impliquées ;
- Expérience professionnelle antérieure en Haïti.

## VII. Hypothèses et prérequis

Le processus de l'évaluation à mi-parcours comprendra des visites sur place et des réunions avec le personnel, les partenaires et d'autres intervenants en Haïti.

- Le Consultant organisera et prendra en charge les arrangements de voyage locaux avec l'appui de Malteser International et le partenaire local au besoin.
- Malteser International et le partenaire local appuieront l'organisation des entretiens avec les parties prenantes, selon les recommandations et en coordination avec le consultant.
- Malteser International et/ou le partenaire local mettra à disposition tous les documents d'information nécessaires et les documents de conception du projet dès la signature du contrat avec le Consultant.
- L'équipe d'évaluation tiendra compte des principes de confidentialité et d'objectivité tout au long du processus
- Les contraintes sécuritaires pourraient impacter le planning ou la portée de l'évaluation ; il est donc important pour l'équipe de rester flexible et de maintenir une communication régulière

## VIII. Manifestation d'intérêt

Les candidats intéressés doivent soumettre une offre comprenant les éléments suivants :

- Un curriculum vitae du consultant principal détaillant notamment les expériences pertinentes en matière d'étude de faisabilité et d'évaluation de projets/programmes humanitaires et/ou de développement ;
- Une brève description de l'équipe réunie pour conduire l'étude, ainsi que les CV des membres de l'équipe
- Une proposition technique de 5 pages maximum couvrant a) la compréhension du contexte et des principaux enjeux de l'évaluation, b) la méthodologie détaillée proposée pour l'évaluation, c) les méthodes d'échantillonnage et d'enquête qui seront appliquées, d) la liste des personnes prévues d'être consultées dans le cadre de cette évaluation et e) un plan de travail/planning détaillé ;
- Une proposition financière en dollars américains (USD) pour l'étude incluant les honoraires du consultant, les frais de voyage et les indemnités journalières. Le budget doit présenter les coûts des honoraires du consultant en fonction du nombre de jours ouvrables prévus sur l'ensemble de la période concernée. Le consultant sera responsable de sa couverture d'assurance, de tout l'équipement nécessaire (p. ex. ordinateur), des frais de communication. Des taxes de 2% seront prélevées sur les honoraires de la consultation.
- Deux exemples récents d'études comparables menées par le candidat.

Malteser International peut, à sa seule discrétion, prolonger le délai pour la soumission des offres. La sélection finale des propositions se fera conformément aux procédures d'évaluation des propositions de Malteser International.

**Les offres doivent être soumises par voie électronique à Malteser International avant la date limite du 27 d'Avril 2025 au plus tard aux adresses suivantes :**

**Mme Manuela Vollbrecht, Gestionnaire de programme Haïti ([manuela.vollbrecht@malteser-international.org](mailto:manuela.vollbrecht@malteser-international.org))**

**Mr Baudouin Mondésir, Officier logistique ([baudouin.mondésir@malteser.org](mailto:baudouin.mondésir@malteser.org))**

## **IX. Processus de sélection, y compris le calendrier provisoire**

Le contrat sera attribué au candidat ayant obtenu le nombre de points le plus élevé, sur la base des critères ci-dessous :

- Montant de l'offre
- Présentation de l'offre financière
- Expérience en évaluation
- Expérience en gestion / coordination de programmes de développement en sécurité alimentaire et nutritionnelle
- Maîtrise du sujet clé : de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les pays en développement
- Connaissance et compréhension du contexte
- Qualité, pertinence et précision de la méthodologie proposée
- Compréhension des TDR et enjeux de l'évaluation
- Présentation / Capacités d'expression à l'écrit
- Réputation / Références présentées ou obtenues
- Expériences de travail précédentes avec Malteser International

La consultation devrait débuter le 02 juin 2025. La première ébauche du rapport doit être partagée au plus tard le 15 juillet 2025.

| <b>Calendrier</b> | <b>Activité</b>                      |
|-------------------|--------------------------------------|
| 28 avril – 08 mai | Analyse des offres reçues            |
| 12 mai – 21 mai   | Entrevues et sélection du consultant |
| 02 juin           | Début de la mission en Haïti         |
| 15 juillet        | Ébauche du rapport à soumettre       |
| 25 juillet        | Présentation du rapport final        |

## **X. Processus de paiement et d'approbation de la performance**

Les frais relatifs au transport de l'évaluateur, ses frais de séjour ainsi que les frais d'enquête seront versés après la signature du contrat.

Concernant les honoraires, ils seront versés de la façon suivante :

- 25% lors de la remise du rapport provisoire ;
- 75% après la remise et la validation du rapport final.

Pour le processus d'approbation, le superviseur et le groupe de référence de Malteser International devront évaluer le travail et la performance de l'évaluateur. Ils valideront la qualité des travaux et approuveront le versement des tranches.